

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative Reffye  
10 rue Amiral Courbet BP 1708  
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 02/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DECONS SUD-AQUITAINE**

1701 route de Soulac  
33290 Le Pian-Médoc

Références : 2024\_0343\_dp  
Code AIOT : 0006803183

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement DECONS SUD-AQUITAINE implanté Passage des Bois Ouvrés 65600 Séméac. L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'Inspection a été réalisée de manière inopinée en présence de deux inspecteurs de l'environnement et des contrôleurs des transports terrestres de la DREAL.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DECONS SUD-AQUITAINE
- Passage des Bois Ouvrés 65600 Séméac
- Code AIOT : 0006803183

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DECONS exploite sur la commune de Séméac une activité principale de collecte, traitement et stockage des métaux et déchets métalliques non dangereux. L'exploitation est également classée au titre de ses activités de dépollution des véhicules hors d'usage (VHU), de collecte de déchets dangereux (déchets d'équipements électriques et électroniques et déchets dangereux issus du démontage des VHU) et de déchets non dangereux apportés par les producteurs (ferrailles, métaux, déchets d'équipement électriques et électroniques...).

Le site est réglementé par un arrêté préfectoral du 6 janvier 1992 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015105-0006 du 15 avril 2015, puis complété par l'arrêté préfectoral n°65-2019-10-15-001 du 15 octobre 2019.

L'exploitant dispose également, pour son activité de démantèlement de véhicules hors d'usage, d'un agrément n°PR 65 00014 D délivré le 2 juin 2006 et renouvelé par l'arrêté préfectoral n°65-2018-04-10-0001 du 10 avril 2018.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS
- AN24 Trafic D3E
- Déchets
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des déchets	AP Complémentaire du 15/04/2015, article 5.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
4	traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
5	traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2001, article R541-43	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Maintenance des ouvrages des eaux	AP Complémentaire du 15/04/2015, article 4.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Conception des ouvrages de collecte	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Surveillance des rejets d'eaux pluviales	AP Complémentaire du 15/04/2015, article 4.4.8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
14	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Sans objet
8	Gestion des eaux	AP Complémentaire du 15/04/2015, article 4.3.2	Sans objet
11	Surveillance des rejets d'eaux pluviales	AP Complémentaire du 15/04/2015, article 4.4.7	Sans objet
13	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
15	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
16	Exigences pour le prélèvements des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Réalisée de manière inopinée en collaboration avec les contrôleurs des transporteurs de la DREAL, la visite d'Inspection a été consacrée à la traçabilité des déchets, la gestion des eaux du site et l'action nationale sur les per et polyfluoroalkylées (PFAS).

- Gestion et traçabilité des déchets :

Le site dispose d'une aire d'accueil et de transit des déchets dangereux et non dangereux, produits en petite quantité (métaux, déchets d'équipements électriques et électroniques, batteries...), ainsi que de plusieurs zones de stockage dédiées aux déchets volumineux (ferrailles à broyer, VHU, déchets d'équipements électriques et électroniques, moteurs, tournures...). Un bâtiment accueille également des déchets dangereux (batteries, huiles, gasoil et produits chimiques utilisés pour les engins d'exploitation).

Lors de la visite, l'Inspection constate le respect des déchets autorisés sur le site mais relève

cependant la présence de quelques déchets dangereux non autorisés (bidons et contenants souillés de produits chimiques) stockés, mélangés avec les ferrailles à broyer. Par ailleurs, l'Inspection constate également une non-conformité relative au stockage des petits déchets d'équipements électriques et électroniques.

L'exploitant assure la traçabilité du suivi des déchets admis et traités au moyen de registres des déchets. Il dispose également d'un document d'information préalable pour les batteries usagées, document lui permettant de s'assurer de la conformité du déchets admis. Or, l'Inspection relève l'incomplétude des registres de déchets et l'absence de document d'information préalable pour les déchets de métaux et de caoutchouc.

L'exploitant n'a pas non plus été en mesure de justifier la déclaration de son registre des déchets au Registre National des Terres excavées Déchets et Sédiments (RNTDS).

- Gestion des eaux

Le site dispose d'un système de collecte et de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Lors de la visite, l'Inspection relève plusieurs non-conformités relatives à la fréquence d'entretien du déshuilheur-débourbeur, l'absence de canalisation des effluents en sortie du deuxième filtre planté de roseaux, le non-respect des prescriptions de prélèvement des effluents réalisés dans le cadre du programme d'auto-surveillance et l'absence d'un prélèvement et d'une analyse annuelle par un organisme agréé dans la cadre des mesures comparatives avec les résultats de l'auto-surveillance de l'exploitant.

- Action PFAS dans le eaux de rejets du site

Lors de la visite, l'exploitant déclare ne pas avoir procédé aux campagnes d'analyse des PFAS prescrites par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Au vu des sept non-conformités relevées lors de la visite, il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires précisées dans le présent rapport (arrêté préfectoral du 15 avril 2015, arrêté ministériel du 23 novembre 2005, arrêté ministériel du 6 juin 2018, arrêté ministériel du 20 juin 2023 et code de l'environnement).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/04/2015, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets entrants autorisés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets acceptés sur l'installation, dans la limite des seuils définis ci-dessus, sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• Les véhicules terrestres hors d'usage,</li><li>• La batteries apportés par le producteur initial,</li><li>• Les métaux ou déchets de métaux non dangereux, ainsi que les alliages et déchets d'alliages,</li></ul>

- Les DEEE,
- Les déchets non dangereux, papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles...
- Les déchets inertes.

#### Constats :

Le site dispose, pour la collecte et le transit des déchets :

- en extérieur : d'une aire d'accueil pour les déchets en petite quantité (métaux, DEEE, batteries en transit...) et de plusieurs zones de stockage pour les grands déchets (DEEE, ferrailles à broyer, VHU, moteurs, tournures...).
- en intérieur : des zones de stockage dédiées aux déchets dangereux (batteries, huiles, gasoil et produits chimiques utilisés pour les engins d'exploitation).

Lors de la visite, l'Inspection constate la présence de quelques bidons de produits chimiques mélangés avec les ferrailles à broyer. Ces déchets dangereux souillés ne sont pas autorisés à être collectés sur le site. L'exploitant justifie que les contenants étant vides, il sont assimilés à du métal.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, justifier de la conformité de son activité au regard des produits autorisés sur le site, prescrits à l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2015.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 2 : Gestion des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fiche d'information préalable

#### Prescription contrôlée :

[...] II. Procédure d'information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;</li> <li>- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;</li> <li>- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;</li> <li>- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de certificats d'acceptation préalable (CAP) pour les batteries. Le CAP n° SEM240614 de la société Stratch Auto du 14 juin 2024 a été présenté en séance.</p> <p>Pour autant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des documents d'information (fiche d'information ou CAP) pour les métaux, DEEE et caoutchouc.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, justifier d'une fiche d'information préalable pour les déchets de métaux ou alliage de métaux, DEEE et caoutchouc.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : traçabilité des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Complétude du registre pour l'installation de collecte des déchets admis</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <p>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p>

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un registre chronologique informatique des déchets admis sur le site. Par courriel du 10 juin 2024, celui-ci a été adressé à l'Inspection en amont de la visite.  
Le registre présente des lacunes au regard de l'absence de certaines données (Nom, SIRET et adresse du transporteur et code traitement).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, procéder à la complétude de son registre de déchets admis sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Complétude du registre pour l'installation de collecte des déchets sortants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un</li> </ul>

éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

L'exploitant dispose d'un registre chronologique informatique des déchets expédiés. Par courriel du 10 juin 2024, celui-ci a été adressé à l'Inspection en amont de la visite.

Le registre présente des lacunes au regard de l'absence de certaines données (Nom, SIRET et adresse du transporteur et code traitement).

L'Inspection relève également l'évacuation de 60 tonnes de gravats et béton (déchets non autorisés sur le site). L'exploitant justifie que ces déchets provenaient de travaux du bâtiment.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, procéder à la complétude de son registre de déchets expédiés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 5 : traçabilité des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2001, article R541-43

**Thème(s) :** Situation administrative, RNTDS

**Prescription contrôlée :**

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant déclare ne pas verser son registre de déchets au Registre National des Terres, Déchets et Sédiments (RNTDS). Ce dernier justifie qu'il n'est pas concerné. L'Inspection confirme en séance que son activité est bien soumise à la transmission au RNTDS, des données de traçabilité des déchets dangereux et non dangereux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, justifier de la transmission des données de traçabilité des déchets issus de son activité au RNTDS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Contrat avec un éco-organisme

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Au sens du présent article, on entend par :  1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;  2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.  II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.  III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

#### **Constats :**

L'exploitant a contractualisé avec l'éco-organisme Ecosystème pour la gestion de ses déchets d'équipements électriques et électroniques.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du contrat.

Par courriel du 26 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le document correspondant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 7 : Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

#### **Prescription contrôlée :**

Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :

- pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs.
- couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :
  - la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;
  - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;
  - l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).

Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques

<p>répondent aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;</li> <li>-les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;</li> <li>-les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;</li> <li>-elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les DEEE sont collectés sur l'aire d'accueil réservée aux déchets en petites quantités, disposée derrière le bâtiment administratif. Après avoir été pesés, ils sont stockés dans des bennes hermétiques, disposées sur la dalle étanche. Les eaux de ruissellement sont raccordées au dispositif de collecte et de traitement des eaux pluviales souillées.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection constate que certaines bennes ne sont pas à l'abri des intempéries. L'exploitant indique méconnaître cette prescription technique de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23/11/2005 susvisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, disposer d'une aire de collecte des DEEE à l'abri des intempéries.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Gestion des eaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/04/2015, article 4.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 07/06/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le plan des réseaux d'eau. Celui-ci précise notamment les réseaux de collecte des eaux pluviales souillées du site et les opérations de traitement effectuées (bassin de décantation, déshuileur-débourbeur et lits plantés de roseaux).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Maintenance des ouvrages des eaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/04/2015, article 4.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du déshuileur</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>[...] Le débourbeur/déshuileur est curé lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins, semestriellement, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrée et tenus à la disposition de l'Inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder un an.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage du décanteur/séparateurs d'hydrocarbures, [...] ainsi que les bordereaux de traitement des déchets et détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 07/06/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection les justificatifs d'entretien annuel du déshuileur-débourbeur du 19/07/2022 et du 28/07/2023 réalisés par la société SARP OSIS OUEST.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant informe que la société SARP OSIS OUEST est également intervenue le 12 juin 2024. Les documents ont été présentés en séance.</p> <p>Pour autant, l'Inspection constate que la fréquence d'entretien semestrielle, prescrite à l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15/04/2015, n'est pas respectée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, justifier du respect de la fréquence d'entretien semestrielle prescrite à l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15/04/2015.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Conception des ouvrages de collecte

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evacuation filtre planté de roseaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'Inspection constate que les écoulements des effluents du dernier lit planté de roseaux ne sont pas canalisés et s'écoulent de manière dispersée par les joints des portes. En effet, le collecteur situé en sortie du lit ne permet pas de collecter l'ensemble des écoulements dispersés sur le sol non imperméabilisé.</p> <p>L'exploitant signale que le lit est saturé du fait des fortes perturbations ayant eu lieu pendant la</p>

visite. L'Inspection considère que l'ouvrage de collecte doit permettre d'isoler les effluents du milieu naturel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, s'assurer du confinement des ouvrages des lits plantés de roseaux afin de garantir la collecte canalisée des eaux et d'éviter tout écoulement dispersé d'effluent.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Surveillance des rejets d'eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/04/2015, article 4.4.7	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des Valeurs seuils	
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le réseau pluvial public de la ville de Séméac et dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentrations visées ci-dessous:	
Paramètres	Valeurs limites de rejet
pH	5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline)
Température	< 30°C
Matières en suspension (MES)	35 mg/l
DCO	125 mg/l
DBO5	30 mg/l
Chrome hexavalent	0,1 mg/l
Plomb	0,5 mg/l
Hydrocarbures Totaux	5mg/l
Métaux totaux (1)	15 mg/l
Cyanures totaux	0,1 mg/l



AOX	5 mg/l
Indice phénols	0,3 mg/l
[...]	
<b>Constats :</b>  Le laboratoire EUROFINS Hydrobiologie Ile de France a réalisé l'analyse des rejets le 25/04/2024. Les résultats mettent en évidence le respect des seuils réglementaires de l'article 4.4.7 de l'Arrêté préfectoral du 15 avril 2015. Par ailleurs, le rapport d'analyse indique que le prélèvement a été réalisé par l'exploitant (cf. point de constat n°12 du présent rapport).	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

#### N° 12 : Surveillance des rejets d'eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/04/2015, article 4.4.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fréquence d'analyses
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont à effectuer sous sa responsabilité et à ses frais selon les dispositions suivantes: la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum trimestrielle; [...] Ces mesures sont effectuées sur un échantillonnage représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet appelé GIDAF au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation.[...] Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin d'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder annuellement à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto-surveillance. celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargée de l'Inspection des installations classées pour les paramètres considérées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise une surveillance trimestrielle des rejets de ses installations. Les résultats sont déclarés sous l'application GIDAF. L'exploitant dispose d'une convention de rejet avec la ville de Tarbes. Celle-ci a été transmise à l'Inspection et n'appelle aucune observation.

<p>L'ensemble des prélèvements sont réalisés par l'exploitant lui-même. Ce dernier n'a pu justifier d'une campagne comparative annuelle des données au moyen d'un échantillon prélevé par le laboratoire.</p> <p>Par ailleurs, contrairement à l'article 4.4.8 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2015, l'exploitant procède à un seul échantillonnage d'eau.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, justifier du respect de l'article 4.4.8 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2015 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• procédant annuellement à une campagne de prélèvements et d'analyses de ses rejets, exclusivement réalisée par un organisme accrédité,</li> <li>• effectuant dans le cadre de son programme de surveillance, à la prise systématique de deux échantillonnages de ses rejets, à 30 min d'intervalle entre les deux prélèvements.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 13 : Liste des substances PFAS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a sélectionné une liste de 28 substances, complétée par le paramètre AOF, pour sa campagne d'analyse des PFAS. Cette liste a été établie à l'issue d'une évaluation interne des substances potentiellement rejetées par l'activité du site, au regard de la typologie de déchets traités.</p> <p>Des échanges ont également été initiés avec le laboratoire Eurofins pour finaliser le contenu de la liste des substances.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Réalisation des campagnes d'analyse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant déclare ne pas avoir encore réalisé la première campagne d'analyses. Il indique que ce retard est lié à l'indisponibilité du laboratoire Eurofins et l'impossibilité de ce prestataire à intervenir rapidement. A noter que l'exploitant a pris contact avec le laboratoire les 10 et 14 juin 2024, dans l'objectif de statuer sur la méthodologie à appliquer. Les courriels ont été présentés en séance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, programmer les trois campagnes d'analyse des PFAS sur ses effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 15 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  Le laboratoire Eurofins Hydrobiologie mandaté pour la réalisation des campagnes d'analyses des PFAS est accrédité COFRAC et agréé pour ces prestations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Exigences pour le prélèvements des PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
<b>Constats :</b>  Par échanges de courriel du 14 juin 2024, le laboratoire Eurofins précise "qu'au regard des informations transmises par l'exploitant sur le fonctionnement des eaux du site, le prélèvement automatique sur 24h, n'est pas possible". L'exploitant demande en séance qu'un prélèvement ponctuel soit réalisé conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. L'Inspection accorde la méthodologie des prélèvements ponctuels justifiée par des rejets non continus (eaux pluviales).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite